



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 492

8 €

- LA MAIN INVISIBLE (p.1)
- UNE « ASCENSION PROGRAMMÉE » (p.3)
- UN JETON SANS VALEUR (p.9)
- QUAND « LA MAISON » SE PORTE GARANTE (p.11)

INDEX

Allenbach J.-P.	p.10	Immelt S.	p.1
Arnault B.	p.5	Javary S.	p.6
Attali J.	p.1	Jouyet J.-P.	p.4
Badinter R.	p.1	Klarsfeld S.	p.1
Badré B.	p.4	Korsia H.	p.2
Baril L.	p.11	Kravis H.	p.7
Berggruen N.	p.6	Kron P.	p.1
Beulin X.	p.9	Lévy M.	p.12
Bretton T.	p.7	Macron E.	p.3
Chertok G.	p.11	Marleix O.	p.1
Darros J.-M.	p.5	Messier J.-M.	p.9
Dayan G.	p.4	Minc A.	p.4
Deisot J.-F.	p.10	Montebourg A.	p.2
Donnersberg P.	p.12	Nadal J.-L.	p.10
Drouin M.-J.	p.7	Pérol F.	p.9
Ereña L.	p.2	Rambourg G.	p.9
Esambert B.	p.12	Rheims B.	p.5
Fabius L.	p.5	Riché P.	p.4
Fontaneau Y.	p.10	Rothschild D. de	p.1
Frick H.-P.	p.12	Rothschild E. de	p.1
Goldstein E.	p.11	Rothschild G. de	p.1
Goulard S.	p.6	Rothschild J.	p.6
Harfouche C.	p.7	Strauss-Kahn D.	p.8
Hénin J.-F.	p.9	Terrass O.	p.9
Henrot F.	p.6	Villeroy de Galhau F.	p.6
Hollande F.	p.8	Weil P.	p.8
Immelt J.	p.1	Weinberg S.	p.5

ENQUÊTE LE « PACTE DE CORRUPTION » (1)

En saisissant la justice quant aux conditions de la vente du fleuron français Alstom à l'américain General Electric, le député Olivier Marleix évoquait un « pacte de corruption » et expliquait « se questionner très clairement sur un lien éventuel entre le rôle joué par Emmanuel Macron dans plusieurs dossiers industriels et le financement de sa campagne » (*Le Monde*, le 18 janvier 2019). Mais, depuis, les rares personnes à avoir dénoncé ce scandale d'État ne sont pas allées jusqu'à en nommer « clairement » les acteurs. Croiser les deux dossiers, celui de la vente d'Alstom et celui de la campagne présidentielle de 2017, serait-il à ce point explosif? Seul un blogueur israélien répondant au pseudonyme de « צרפת » (France en hébreu) s'est risqué à l'exercice. Publié en novembre 2019, son travail a fait le tour des rédactions parisiennes, sans toutefois être repris ou même cité. C'est ce travail, aujourd'hui introuvable sur Internet, qui nous a servi de fil d'Ariane pour mener à notre tour l'enquête interdite sur ce « pacte de corruption ».

« La Main invisible »

Washington, 2 décembre 2016. « C'est un immense privilège d'accepter ce prix au nom de Hogan Lovells, où l'engagement envers la communauté est l'une des choses qui nous définit. J'admire ce que l'*American Jewish Committee* a accompli au cours de ses 110 ans d'histoire et je suis honoré des valeurs que représente ce *Prix Judge Learned Hand* ». L'homme qui s'exprime avec tant de déférence n'est autre que Stephen J. Immelt, le patron de Hogan Lovells. Ayant pris la tête de ce gros cabinet d'avocats d'affaires en 2014, il est ce jour-là récompensé par le Comité juif américain pour son rôle de « conseil » d'Alstom lors de la vente de sa branche énergie à General Electric, le mastodonte américain que présidait alors son frère, Jeffrey R. Immelt.

Paris, 14 novembre 2017. Réuni aux Salons Hoche, le Cercle Abravanel a mis les petits plats dans les grands. Il faut dire qu'un invité de marque est attendu: Patrick Kron, l'ancien patron d'Alstom. Le Cercle Abravanel regroupe les grands donateurs (plus de 5000 euros par an) de l'Appel unifié

juif de France (AUJF), le département de collecte de fonds du Fonds social juif unifié (FSJU), l'organisme qui, en France, constitue la colonne vertébrale de la « communauté organisée ». Créé au lendemain de la guerre des Six-Jours par Guy de Rothschild, statutairement restructuré par Jacques Attali et Robert Badinter dans les années 1970, le FSJU-AUJF est patronné depuis une quarantaine d'années par David de Rothschild, le président de Rothschild & Cie.

Patrick Kron et David de Rothschild sont très proches. Avec Serge Klarsfeld et Éric de Rothschild, le cousin de David, ils constituent le bureau de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah. Patrick Kron en est le trésorier. Il va sans dire que le simple énoncé de cette fonction « philanthropique » et « mémorielle » agit, par chantage moral, comme une arme de dissuasion massive, paralysant quiconque oserait s'intéresser de trop près à l'ancien PDG d'Alstom et à son tout-puissant « conseil ». Car Rothschild & Cie qui a accompagné l'ascension d'Emmanuel Macron est aussi cette centrale des fusions-acquisitions qui, comme « conseil », a orchestré la vente d'Alstom à General Electric.

(Suite page 2)>>>

ENQUÊTE

>>(suite de la page 1)

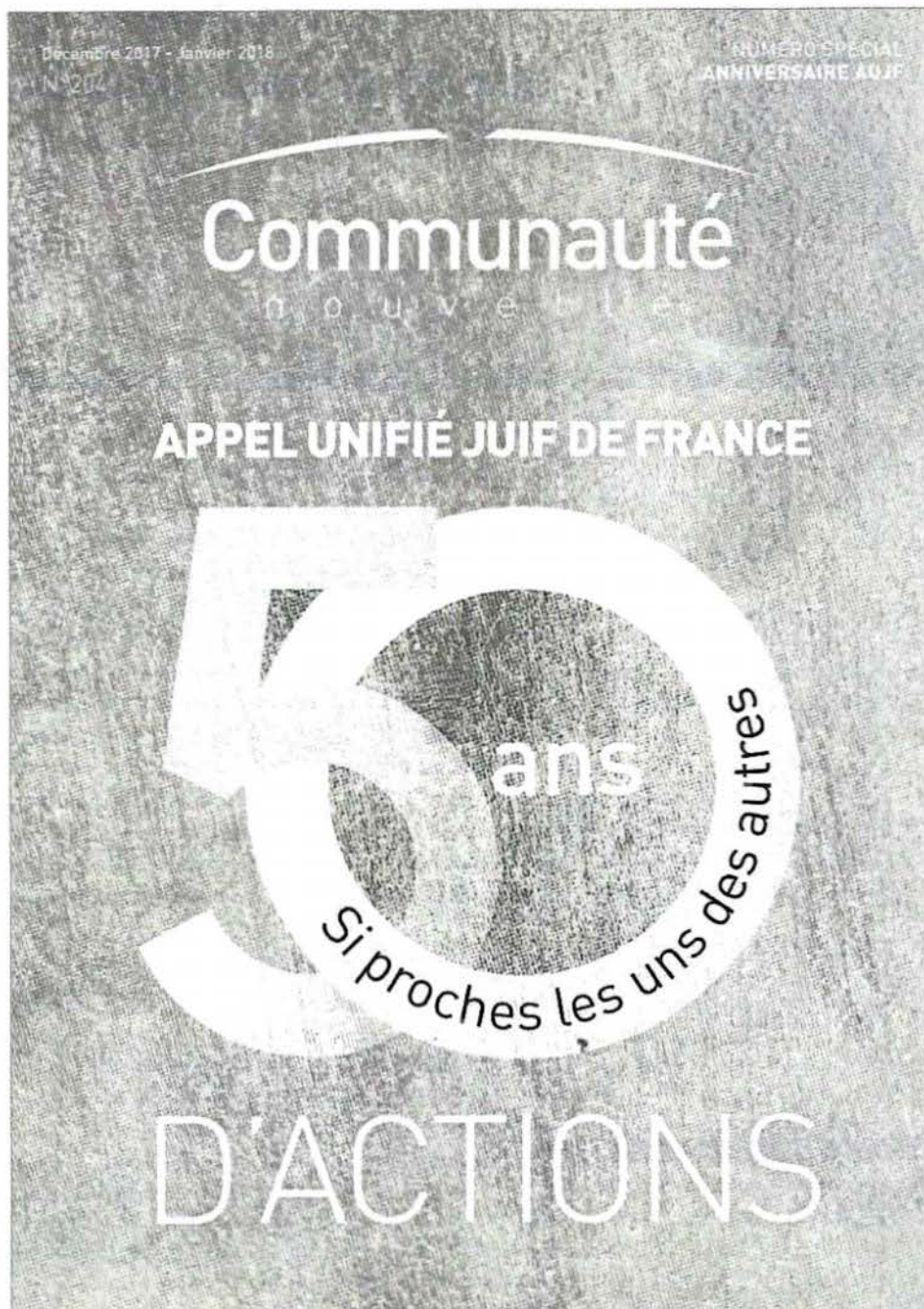
Les naïfs pensent que ce rôle de « conseil » fut motivé par de simples appétits privés, Rothschild & Cie ayant empoché au bas mot 12 millions d'euros dans l'opération. Mais les initiés du pouvoir savent tous que le passage de la branche énergie d'Alstom sous pavillon américain servait des intérêts stratégiques et géopolitiques bien précis. Des intérêts parfaitement symbolisés par la fonction de président du conseil d'administration du Congrès juif mondial occupée par David de Rothschild.

Lors de la réception de Patrick Kron au Cercle Abravanel, l'AUIF fêtait ses 50 ans. Pour l'occasion, son bulletin officiel, *Communauté Nouvelle* (n° 204, décembre 2017), a édité un numéro spécial (reproduit dans ce n°) en l'honneur de David de Rothschild, dans lequel a été publié un compte-rendu de l'intervention de Patrick Kron.

Ce « fils de Juifs polonais », « pur produit de la méritocratie républicaine » fut présenté comme ce « capitaine d'industrie brillant qui, à la tête d'Alstom, a écrit quelques pages de l'histoire économique de notre pays, notamment lorsqu'il dut batailler avec Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, pour finaliser le deal entre le fleuron énergétique français et General Electric ». Un deal présenté comme son « fait d'armes ».

Nouvellement intronisé président du Cercle Abravanel, Lionel Errera, l'ancien directeur du développement international d'Edmond de Rothschild Asset Management, s'avance à la tribune : « Cher Patrick, merci d'avoir répondu favorablement et avec tellement de gentillesse. Ta présence à nos côtés est « inspirant ». Tu représentes le meilleur de ce que notre tradition offre à nos enfants et de ce que notre beau pays est capable d'offrir aux plus valeureux et audacieux d'entre nous. [...] Avant de passer aux questions sérieuses, peux-tu nous raconter comment le cours d'Alstom en bourse a failli dévisser à cause d'un *minian* [NDA : dans le judaïsme, le *minian* est le quorum de dix hommes nécessaires à la récitation des prières] ? »

« Bien volontiers, le sérieux ingénieur des Mines se lance alors dans un récit hilarant d'un déjeuner millimétré avec de très sérieux investisseurs, un jour de Chavouot, place Vendôme : « Arrivé un peu en avance, j'ai eu le malheur de souhaiter bonne fête à deux jeunes portant la kippa... » Que n'avait-il fait ! On l'« embarque » aussitôt dans un immeuble



du coin pour constituer un *minian*. « 45 minutes plus tard, j'ai retrouvé mes investisseurs irrités et ma collaboratrice avait, je dois le dire, le teint un peu cireux... » Mais tout cela n'était pas vain : « Je vous connais, m'a dit le Grand Rabbine de France, Haïm Korsia, un jour de remise de la Légion d'honneur, grâce à vous, un *minian* a pu se constituer ! » Pas sûr que les économistes avertis aient su voir la « main invisible » dans le devenir énergétique du continent européen... »

Étrange amalgame entre la judéité de Patrick Kron et sa bataille contre Arnaud Montebourg, le ministre de l'Économie qui, tant bien que mal, tenta de s'opposer à ce que soit bradée une composante essentielle de l'influence de la France dans le monde et de son indépendance énergétique.

Aussi étrange qu'assumé, cet amalgame avait déjà occupé une place centrale dans l'*Equity story*, c'est-à-dire l'histoire



ENQUÊTE

50 ANS DE L'AUJF

Une « ascension programmée »

« J'avais un parcours très peu intelligible. Personne ne pouvait le comprendre ailleurs que chez Rothschild. »

Emmanuel Macron, cité par Martine Orange, *Rothschild, une banque au pouvoir*, Albin Michel, 2012.

« David est au courant de mon engagement, je suis son *hedge*, sa couverture. Quand la gauche sera au pouvoir, je serai sa protection. »

Emmanuel Macron, cité par Marc Endeweld, *L'Ambigu Monsieur Macron*, Flammarion, 2015.

Précisons d'abord qu'il est extrêmement pénible de se (re)plonger dans la biographie d'Emmanuel Macron, non pas parce qu'il lui arrive de mentir, mais parce que la notion même de vérité lui est fondamentalement étrangère. En effet, ses mensonges ne sont pas d'« ordinaires » petits arrangements avec la vérité, exagérations ou mensonges par omission. Dans son cas, il s'agit bien de ces gros mensonges que l'enfant cesse normalement de proférer lors de son entrée au collège. Le 1^{er} février 2017 sur *TF1*, donc devant la France entière, Emmanuel Macron évoque ainsi Amiens en parlant de « sa » circonscription. Or chacun sait et peut facilement vérifier qu'il n'a jamais été élu et qu'il n'a jamais daigné se présenter à une quelconque élection jusque-là. Jusqu'en 2012, le Tout-Paris l'a cru normalien. Il est d'ailleurs présenté comme tel dans les premiers portraits qui lui sont consacrés. Après vérification, il fut établi qu'il n'en était rien et qu'il avait raté deux fois le concours. Nous pourrions aussi parler de sa thèse de philosophie

sur « l'intérêt général [sic] », dirigée par Étienne Balibar. Cette thèse n'existe évidemment pas et le disciple de Louis Althusser a indiqué à *Marianne* (10 octobre 2014) « n'en avoir strictement aucun souvenir ». Dans *Président cambrioleur* (Fayard, 2020), Corinne Lhaïk loue sa *chutzpah*, un terme hébreu désignant l'impudence. Mais elle oublie de préciser que les mensonges d'Emmanuel Macron l'auraient disqualifié socialement depuis le début sans la protection de ses omnipotents parrains.

Le 10 janvier 2007, le Conseil d'État a annulé le classement de la promotion Sédar-Senghor de l'ENA. C'est ce classement qui, en 2004, a permis à Emmanuel Macron d'intégrer de justesse l'Inspection générale des finances (IGF), réseau surpuissant au sommet de l'État, regroupant quelque 260 intouchables de la technocratie. Officiellement, Emmanuel Macron n'est donc pas membre de l'« Inspection ». Il a pourtant occupé très rapidement une place stratégique au sein de ce corps.

INTERVIEW

DAVID DE ROTHSCHILD

L'engagement philanthropique de la famille Rothschild est notoire. Votre père, Guy de Rothschild a été président du FSJU de 1950 à 1982 et l'un de ses fondateurs. Comment concevez-vous cet engagement historique de votre famille ?

L'histoire de notre famille débute dans le ghetto de Francfort, dans une ruelle étroite et une maison très modeste, où enfants, parents, gendres et belles-filles vivaient.

Le succès a ensuite conduit la famille vers d'autres horizons mais de cette origine, nous gardons, dans notre ADN, notre histoire et notre culture, un élément d'humilité profond, une conscience que la frontière entre la richesse et la misère est, en réalité, très ténue.

Les deux premières générations de notre famille ont ainsi touché de près la grande pauvreté et transmis aux suivantes une éducation et un message :

Par Valérie Sabah

A l'occasion du 50^e anniversaire de l'Appel Unifié Juif de France, David de Rothschild, président du FSJU-AUJF de 1982 à 2006, nous livre sa vision de la philanthropie et de l'engagement. Entretien.

6 dec 2017 - janv 2018 - Communauté Nouvelle n° 204

servie aux actionnaires, aux politiques et aux médias pour vendre l'opération. Tandis qu'Arnaud Montebourg qualifiait les agissements de Patrick Kron de « manquement à la déontologie nationale » (*RTL*, 28 avril 2014) et tentait de lancer la piste européenne d'une alliance avec Siemens, le *Wall Street Journal* (1^{er} mai 2014) s'était fait le porte-voix d'une campagne d'intoxication sur ce symbole du capitalisme allemand accusé de vouloir « démanteler Alstom ».

Dans cet article intitulé *Le PDG français défie Paris, stimulé par son passé*, le *Wall Street Journal* insistait sur l'importance, pour ce « fils d'immigrants juifs polonais qui ont fui la persécution nazie », de faire barrage à Siemens... Serait-on prié de croire que l'absorption d'Alstom par General Electric fut un acte de résistance de la part de Patrick Kron ? L'histoire glorieuse d'un « minian » patriotique érigé pour protéger la France de l'invasion nazie ?

ENQUÊTE

Peu après le traditionnel oral d'intégration à l'IGF – un entretien informel avec **Alain Minc** où il aurait exprimé clairement son ambition présidentielle –, il est devenu le bras droit (« chargé de mission ») de **Jean-Pierre Jouyet** qui en occupe alors la tête (« chef de service »). Lorsque ce dernier entre au gouvernement Fillon, **Emmanuel Macron** assure l'intérim tout en occupant le secrétariat de l'Association des membres et anciens membres de l'Inspection générale des finances (2007-2008).

Toujours grâce à l'« Inspection », Emmanuel Macron tisse déjà ses réseaux « transatlantiques » (comprendre « mondialistes ») en se faisant parrainer par le banquier chiraquien **Bertrand Badré** (pilier, comme Jouyet, de la section française de l'Aspen Institute) pour suivre, aux États-Unis, le programme du German Marshall Fund of the United States (cf. *Quand Emmanuel Macron découvrait l'Amérique à 29 ans*, JDD, 22 avril 2022). Sur ce think tank washingtonien, satellite de l'OTAN et actif dans la cooptation des futures élites européennes, on peut consulter le témoignage du journaliste **Pascal Riché**, cofondateur de *Rue89*, qui a raconté sa participation au programme (*L'Obs*, 4 juin 2020). Le GMF n'a jamais renié Emmanuel Macron, allant jusqu'à présenter son « fellow » (élève) comme « le dernier président d'Europe », celui qui va « sauver le monde [sic] » (cf. *Encadré*).

« Fellow » du GMF, assurant l'intérim de Jouyet à la tête de l'« Inspection », Emmanuel Macron se retrouve parallèlement nommé sténographe de la Commission Attali. Son rôle y aurait été celui « du singe savant. Attali posait des questions, il répondait », selon un membre du MEDEF cité par **Nicolas Prissette** (*Emmanuel*

« Ne pas avoir le complexe de la réussite dès lors que l'on sort de l'égoïsme et du repli sur soi ».

Je suis également convaincu que ce constat originel a conduit à une forme de « conscience juive » dans notre famille, dans le sens où – indépendamment du niveau de pratique – la religion constitue un des ciments de la famille Rothschild.

Mon père, ayant vécu la seconde guerre mondiale et combattu le nazisme au sein des forces alliées, connaissait les drames de l'Histoire, lorsque « l'ouragan » se tourne contre les Juifs.

Cette histoire aide à discerner les raisons d'un engagement qui a conduit, par exemple, Alain de Rothschild à la présidence du Consistoire et mon père à ces fonctions au sein du FSJU.

Si cet engagement répond à une logique pour notre famille, il n'y a cependant aucun sentiment « dynastique » dans notre investissement pour le Judaïsme français.

Disons, simplement, que chaque génération a apporté sa contribution.

Votre père fut également à l'origine de la création de l'Appel Unifié Juif de France, en 1968.

L'initiative d'un organisme comme l'AUJF relevait alors de quelque chose d'assez naturel.

La communauté juive en France, 20 ans après la seconde guerre mondiale, existe, se développe et les institutions juives ont besoin de soutien pour reconstruire et solidifier le Judaïsme français. Dans ce contexte, une institution comme le FSJU, engagée dans les domaines du social, de l'éducation, de la jeunesse, se dote d'un « organe rassembleur », l'AUJF.

L'Appel Unifié Juif de France recouvre à travers le mot « unifié » un double sens.

Il s'agit, d'une part, d'unifier les Juifs de France autour d'actions caritatives leur étant chères. D'autre part, unifier au sens où Israël (sans pour autant considérer *aléah* comme une obligation) reste l'épicentre du Judaïsme mondial. Une collecte unifiée permet aux Juifs français

de s'engager pour leur propre communauté et de soutenir, concomitamment, Israël.

Comment concevez-vous, justement, ce lien originel entre l'AUJF et Israël ?

L'Etat d'Israël, en 1968, est très différent de ce qu'il est actuellement. A cette époque, la solidarité avec Israël répondait à un besoin pour l'Etat de se solidifier et se bâtir. De nos jours, la population du pays a plus que doublé et ses progrès économiques et scientifiques lui ont permis de devenir une nation très performante.

En France, il s'agissait d'aider les Juifs émigrés d'Afrique du Nord à se réinsérer dans un nouveau pays. La création de l'AUJF sous cette forme répondait ainsi à un besoin double. De nos jours, les choses ayant évoluées depuis le départ du Keren Hayessod, deux collectes existent et des orientations différentes ont été prises.

Dans le Judaïsme d'aujourd'hui, chacun, selon sa sensibilité, peut choisir d'aider Israël – d'autant que l'AUJF soutient des projets spécifiquement israéliens – ou être aux côtés des institutions juives en France.

La liberté de choix existe toujours et il ne faut, en aucun cas, considérer que cela tourne le dos à l'Histoire.

Dans l'évolution de l'Etat d'Israël, qui fête ses 70 ans d'existence, en même temps que les 50 ans de l'AUJF, comment voyez-vous le rôle de notre Institution et de la Diaspora française ?

L'Etat d'Israël est désormais un pays développé d'un point de vue économique, ce qui n'occulte pas l'existence d'inégalités sociales.

Le gouvernement agit pour les moins favorisés, certes, mais les besoins restent importants, ce que reflète le nombre élevé d'associations sociales.

Pourquoi la Diaspora ne continuerait-elle pas à aider ces populations en difficulté ?

Macron, en marche vers l'Élysée, Plon, 2016). Au sein de cet aréopage pétri de « pensée unique », il restera rapporteur général adjoint jusqu'en mars 2010, et membre à part entière de ladite commission jusqu'en octobre 2010. Parallèlement, il a rejoint Rothschild & Cie en septembre 2008.

Plusieurs personnalités se disputent la paternité du recrutement chez Rothschild & Cie. À commencer par **Jacques Attali** : « Emmanuel Macron ? C'est moi qui l'ai repéré. C'est même moi qui l'ai inventé. Totalement » (*Emmanuel Macron, Un jeune homme si parfait*, Anne Fulda, Plon, 2017). Bras droit du patriarche **Guy de Rothschild** au Fonds social juif unifié, ayant pris la suite de **Georges Dayan** dans le rôle du superviseur de **François Mitterrand**, Jacques Attali a, depuis le désastre de la BERD, installé les locaux de son cabinet Attali & Associés au 5, avenue de Messine, à quelques mètres de Rothschild & Cie.

G | M | F The German Marshall Fund of the United States
STRENGTHENING TRANSATLANTIC COOPERATION

Who we are • Experts • Events • Our Work • Stay informed

Part Event

MAY 26

The Last President of Europe: Emmanuel Macron's Race to Revive France and Save the World

May 26, 2022 • 10:30AM to 11:30AM EDT

Emmanuel Macron, sauveur du monde, selon le GMF.



ENQUÊTE

50 ANS DE L'AUJF

L'aide à Israël est ainsi d'un ordre différent, s'agissant non plus de bâtir la nation mais d'aider les plus fragiles. De manière similaire, en France, la misère existe - malgré les dépenses sociales de l'Etat - et touche beaucoup de nos compatriotes, y compris au sein de la communauté. Le message de solidarité, tout en ayant évolué, reste identique et l'aide aux autres est toujours nécessaire.

N'est-ce pas ici un juste équilibre, entre ceux ayant la chance de pouvoir donner et les moins favorisés, que la philosophie juive induit ?

La tradition juive comporte, en effet, un message de solidarité et une notion de famille au sens large, incluant nos coreligionnaires.

Sans verser dans le repli sur soi et le communautarisme, dès lors que l'on accepte ces concepts de solidarité et de famille, on ne peut se départir de l'effort solidaire envers les moins favorisés.

Dans un monde changeant, ces valeurs perdurent.

L'AUJF fête cinquante années d'engagement pour la communauté juive de France et en faveur des plus démunis en Israël. Quel regard portez-vous sur ces 50 ans d'actions ?

Premièrement, je constate la pérennité de l'Institution qui, à l'instar d'autres organismes « traditionnels » de la communauté juive, est toujours là.

Sans revenir sur un demi-siècle d'actions, notons deux thèmes importants :

Le développement de l'école juive, qui résulte d'une prise de conscience : on devient juif par l'éducation. Si l'on naît juif, c'est par l'éducation qu'on le reste, ce qui implique un volet religieux comme non-religieux. Les besoins d'accueil en écoles juives, toujours croissants, sont ainsi un beau message de continuité du Judaïsme français.

Il convient d'éduquer la jeunesse et de la protéger mais également de faire preuve de considération pour nos anciens en situation de précarité.

Ainsi, parmi les actions sociales menées par toutes les associations, l'aide et le soutien aux personnes âgées, aux personnes en situation de handicap et aux survivants de la Shoah sont essentiels.

Vous avez été président du FSJU de 1982 à 2006. Quels souvenirs en gardez-vous ?

Tout d'abord, le fait d'avoir été entouré de personnes d'une grande compétence et de qualité, portés par des valeurs d'ouverture et une véritable passion pour l'Institution. En tant que président, je retiens un rôle inhérent à la fonction : celui « d'embraser à plusieurs » et susciter un élan d'engagement commun.

À l'instar d'un capitaine de bateau, j'eus pour mission de « tenir la barre » dans les moments difficiles que toute institution traverse, aux côtés de personnes pour lesquelles j'éprouve une grande sympathie. »

de son remariage avec la photographe **Bettina Rheims**, une pièce rapportée de la famille Rothschild. Le second, **Serge Weinberg** est alors le président du conseil d'administration du groupe **Accor** dans le cadre du rachat de ce groupe hôtelier par le fonds américain **Colony Capital**. Chef de cabinet de **Laurent Fabius** (1981), Weinberg passe pour avoir eu, en 1984, une grande influence sur la vente de **Boussac à Férinel** qui fut à l'origine de la fortune de **Bernard Arnault**. Affilié à la **Commission Trilatérale** (membre entre 1992 et 2006), cet ami de jeunesse de **David de Rothschild** jouit d'un certain prestige dans la « communauté organisée » où ses parents étaient chargés des collectes de fonds. Son père, **Sammy Weinberg**, président de la **Fédération française des industriels du vêtement féminin**, fut ainsi responsable des campagnes de l'**Appel unifié juif de France** (AUJF) tandis que sa mère **Nicole** (née **Liss**), présidait l'**Action féminine de collecte** le département féminin de l'**AUJF**, les femmes étant strictement séparées des hommes selon la loi du Talmud (*mekhitsa*).

Très liés, **Serge Weinberg** et **Alain Minc** ont été témoins lors de leurs mariages respectifs et ont siégé ensemble au conseil de surveillance de **Rothschild & Cie**. C'est à l'occasion d'un dîner chez les Weinberg organisé en novembre 2015 en présence des Darrois et des Macron que l'opération Macron 2017 fut véritablement lancée.

Sous-entendue par **Anna Cabana**

(*Macron : et pourquoi pas lui ?*, *Le Point*, 31 décembre 2015), l'information fut confirmée deux ans plus tard par **Anne Fulda** (*Op. Cit.*). Aujourd'hui PDG de **Sanofi**, **Serge Weinberg**, qu'**Emmanuel Macron** a promu au grade de commandeur de la Légion d'honneur (1^{er} janvier 2020), figure parmi les rares patrons à disposer d'un accès direct à l'Élysée, aux côtés de **David de Rothschild**.

Pour ce dernier, « c'est revenir aux usages du passé, quand, avant la guerre, les allers-retours de certains dirigeants entre le gouvernement et la banque étaient devenus une pratique habituelle. Il sait que la maison est considérée comme un de ces points de passage obligés par la haute fonction publique. C'est aussi la rançon de l'influence » (*Op. Cit.*). Racontant les années d'**Emmanuel Macron** chez **Rothschild & Cie**, le *Wall Street Journal* (28 avril 2017) n'hésitera pas à parler d'une « ascension programmée ».

De son côté, **Alain Minc** se prévaut d'un rôle officieux de DRH de la banque. Il raconte à qui veut l'entendre qu'il téléphone tous les dimanches à **David de Rothschild** : « J'ai dit à David de Rothschild, il faut le prendre à tout prix. Un banquier d'affaires doit être intelligent, souple, rapide et s'il peut être en plus charmant – parce que c'est quand même un métier de pute. Ce sont les qualités d'un banquier d'affaires et il les avait toutes... » (*Rothschild, le pouvoir d'un nom*, *France 2*, 1^{er} décembre 2016).

Mais selon la légende, ce sont deux autres membres de la **Commission Attali** qui auraient recommandé le « petit Macron » à **David de Rothschild**. Le premier, **Jean-Michel Darrois**, a notamment défendu **Laurent Fabius** dans l'affaire du sang contaminé. Gros avocat d'affaires du **CAC 40**, membre du **Club des juristes**, administrateur de **PlaNét Finance**, l'ONG de **Jacques Attali**, il est devenu, à la faveur



ENQUÊTE

C'est pendant son passage chez Rothschild & Cie que se produit l'épisode sans doute le plus révélateur sur la personnalité d'Emmanuel Macron. Ayant fait croire aux membres de la Société des rédacteurs du Monde que, soucieux de la liberté de la presse, il les conseillait *pro bono*, il fut pris en flagrant délit en compagnie d'Alain Minc, leur ennemi juré. Démasqué, il prit la fuite, se cacha piteusement dans une cage d'escalier et, une fois découvert, se mit à simuler un appel téléphonique (cf. *Cache-cache avec Macron*, *Street Press*, 10 février 2017). Il est moins connu que c'est à cette occasion, au conseil d'administration du groupe de presse espagnol Prisa –et donc par l'intermédiaire d'Alain Minc–, qu'Emmanuel Macron s'est lié avec Nicolas Berggruen, le « milliardaire sans-abri » qui deviendra un de ses plus fervents soutiens, y compris financiers. Bien que ne disposant pas de la nationalité française, il effectuera, en février 2017, deux virements (un au mouvement, un au candidat) pour un total de 8 000 euros, explosant ainsi (légalement) le plafond fixé à 7 500 euros.

Au plus fort des négociations pour le contrôle du Monde, Prisa recevra opportunément une injection de 900 millions de dollars de liquidités en provenance de Nicolas Berggruen. Et ce, au moment même du lancement par ce dernier, élève du raider Jacob Rothschild, de la construction de la pharaonique Rothschild Tower qui allait devenir le plus haut gratte-ciel de Tel-Aviv.

Croisé lors de notre étude consacrée au *Livre noir* de Jeffrey Epstein (cf. *F&D* 471), le nom de Nicolas Berggruen, richissime héritier se rêvant en successeur de George Soros (« un homme d'État sans État »), ressurgira pendant le quinquennat d'Emmanuel Macron lorsque seront mis en lumière les liens financiers entre l'Institut Berggruen (un think tank européiste basé en Californie mais enregistré aux Bermudes...) et l'eurodéputée MoDem Sylvie Goulard, des émoluments qui coûteront à cette dernière sa promotion à la Commission de Bruxelles, sans toutefois remettre en cause sa sinécure de second sous-gouverneur de la Banque de France auprès de François Villeroy de Galhau...



Nicolas Berggruen et Emmanuel Macron prenant la pose au Département d'État à Washington, le 25 avril 2018.

COMITÉS



CERCLE ABRAVANEL

UN RENOUVEAU TRÈS ATTENDU... ET APPRÉCIÉ !

Par Ruth Nabet

Sous la houlette de Lionel Errera, militant de longue date et nouveau président, le Cercle Abravanel de l'AUIF organisait, mardi 14 novembre, un petit-déjeuner en compagnie de Patrick Kron, président de Truffle Capital et ex-PDG d'Alstom. Moments choisis...

C'est à l'Appartement des Salons Hoche, à quelques pas des Champs-Élysées qu'une petite centaine ou presque de business men (and women, plus rares hélas !) parisiens s'étaient donné rendez-vous. Et voir ce public pressé venir en nombre pour cette rencontre montrait bien à quel point le retour des activités du Cercle Abravanel, créé en 2007 sous le nom de Club Abravanel par Charles Berdugo, qui fut également président de campagne de l'AUIF, était attendu !

56 dec 2017 - jan 2018 - Communauté Nouvelle n° 204

Pilier de Rothschild & Cie, Sophie Javary, alors associée-gérante, chargée du conseil en financement et restructuration, s'est vu confier la formation du jeune inspecteur des finances au sein de la banque. Selon elle, la tâche d'Emmanuel Macron consistait à rechercher des sources d'argent alternatives, ou à utiliser les prêts d'urgence fournis par le gouvernement : « Il avait des contacts très haut placés pour nos dossiers en liens avec l'État » (*The French Exception*, Adam Plowright, *Icon Books*, 2017). Selon elle, ses collègues les plus expérimentés auraient été surpris par ses « appuis au sommet de la banque, notamment David de Rothschild et son bras droit François Henrot », ce qui lui permettait à l'occasion de « court-circuiter sa hiérarchie immédiate ».

Pourtant, lors de l'arrivée d'Emmanuel Macron à Bercy, François Henrot, par ailleurs condisciple d'Alain Minc à l'ENA et administrateur de la French-American Foundation,



ENQUÊTE



Lionel Errera, Patrick Kron et Ariel Goldmann

Tous les membres bienfaiteurs de l'AUJF étaient présents pour cet événement de reprise. Réserve aux généreux donateurs de l'AUJF participant à l'effort de collecte à hauteur de 5000 euros annuels ou plus, le Cercle est également ouvert à des donateurs n'ayant pas encore rempli ces conditions, qui ont la possibilité de participer à deux événements pour en découvrir les activités. Le Cercle Abravanel offre des rencontres exclusives, 4 fois par an.

La rencontre proposée, pour ouvrir le bal, était de prestige : Patrick Kron, figure du paysage économique et industriel international, nous faisait l'honneur d'une allocution aussi pertinente qu'animée.

« Chier Patrick, merci d'avoir répondu favorablement et avec tellement de gentillesse, lui dira Lionel Errera en guise de préambule. Ta présence à nos côtés est inspiring. Tu représentes le meilleur de ce que notre tradition offre à nos enfants, et de ce que notre beau pays est capable d'offrir aux plus valeureux et audacieux d'entre nous. »

Fils de juifs polonais, Patrick Kron est un pur produit de la méritocratie républicaine. Un capitaine d'industrie brillant qui, à la tête d'Alstom, a écrit quelques pages de l'histoire économique de notre pays, notamment lorsqu'il dut batailler avec Arnaud Montebourg, ministre de l'Économie, pour finaliser le deal entre le fleuron énergétique français et General Electric.

L'entendre évoquer ce fait d'armes, entre deux anecdotes cocasses et quelques conseils d'investissement, puisqu'il dirige désormais Truffle Capital, société de capital-risque en première ligne du front de l'innovation, fut un régal. « Avant de passer aux questions sérieuses, peux-tu nous raconter comment le cours d'Alstom en bourse a failli dévisser à cause d'un myniane ? » lui demande-t-on. Bien

jusqu'au prêt accordé à un petit commerce familial. Évoquant un « piètre technicien », des employés de Rothschild & Cie ont raconté à *Society* (1^{er} avril 2016) que « Macron n'y connaît pas grand-chose ». « En réunion, on glousse en pensant très fort : « tiens, voilà encore une perle de Macron » ».

Rapportant des confidences de banquiers, **Marc Endeweld** confirme l'amertume qu'a suscité sa promotion accélérée : « Chez Rothschild, il a la réputation de n'avoir jamais fait une équation » ; « il ne savait pas ce que c'était un ebitda », le résultat opérationnel d'une entreprise » ; « **David de Rothschild** a dû les violer pour le nommer associé-gérant » (*Op. Cit.*). Bien qu'aussi évasifs les uns que les autres, les multiples témoignages sur le rôle de Macron chez Rothschild permettent toutefois d'établir qu'il n'a jamais été un banquier *stricto sensu*. Ce sont d'autres qualités que louent **François Henrot**, et en particulier sa capacité à « manipuler l'opinion » (*Macron, la stratégie du météore*, France 3, 24 novembre 2016). Sophie Javary précise qu'il « cherche toujours à séduire » (*Op. Cit.*). « On est une sorte de prostitué. Le job c'est de séduire » confirme l'intéressé dans un portrait stratégique publié par le *Wall Street Journal*, le 9 mars 2015.

D'autre part, le *JDD* (22 avril 2018) fait apparaître un « stage, un peu plus tard, à New York, pour le compte de la banque » : « C'est aussi à cette époque, avant qu'il ne

avait « tenu à préciser » à *Rue89* (28 août 2014) qu'il n'avait pas recruté un « carnet d'adresses » : « Si **Emmanuel Macron** connaît aujourd'hui les principaux patrons français, il a dû s'appuyer à l'époque sur la réputation de la banque pour s'ouvrir les portes. » Qui de l'œuf ou de la poule ?

Cyrille Harfouche, qui a œuvré avec Emmanuel Macron comme « conseil » de **Thierry Breton** (cf. *F&D* 491) lors de la reprise de Siemens IT Solutions par Atos en décembre 2010, ne semble pas non plus considérer Emmanuel Macron comme un banquier à part entière. Comme **Sophie Javary**, il a confié à **Adam Plowright** que « Macron avait été identifié comme une personnalité très singulière, avec beaucoup de contacts... » Encore aujourd'hui, beaucoup persiflent dans le « monde de la finance » au sujet d'un Macron incapable, malgré ses quatre années passées chez Rothschild, de rédiger le moindre contrat, de la plus simple des fusions d'entreprises

rejoigne **François Hollande** comme secrétaire général adjoint de l'Élysée, qu'**Emmanuel Macron** fait la connaissance, par des amis, du couple Kravis. **Marie-Josée [Drouin]** est une économiste d'origine canadienne [NDA : administratrice de la Réserve fédérale de New York, de Publicis, de LVMH et membre du comité de pilotage du Groupe Bilderberg], son époux milliardaire, cofondateur du fonds d'investissements KKR [NDA : **Henry Kravis**, qui n'a pas encore été inquiété pour ses liens avec **Jeffrey Epstein**] ».

On ne trouve pas d'autres mentions de ce « stage » à New York. Seul *Society* (1^{er} avril 2016) évoque un voyage à New York mais dont l'objet, selon la communication de la banque, aurait été de « convaincre les gens de Pfizer » lors des négociations qui devaient conduire au rachat de sa division « nutrition infantile » par Nestlé, le géant suisse de l'agroalimentaire que Rothschild & Cie conseillait dans un bras de fer avec le français Danone.

ENQUÊTE

Ce « stage » pourrait également correspondre à la participation d'**Emmanuel Macron** au programme *Young Leaders* de la *French-American Foundation*, mais cela ne colle pas : « Au moment de sa sélection, il venait d'être nommé secrétaire général adjoint de la présidence de la République et n'a pas pu participer aux événements du programme. Depuis, il est actif au sein de la fondation et recommande des candidats comme potentiels *Young Leaders* » (*Libération*, 6 décembre 2016).

Décrite à de multiples reprises, y compris par l'intéressé, la singularité de sa relation avec **David de Rothschild** expliquerait-elle la prescience d'**Emmanuel Macron** dans son ralliement à **François Hollande** dès 2010 alors que ce dernier plafonnait à 3 % et que tout tendait vers une victoire du grandissime favori **Dominique Strauss-Kahn** ? Y a-t-il eu « délit d'initié » dans ce rachat de **François Hollande** « à la baisse » ? On peut se poser la question quand, interrogé par **Martine Orange** (*Op. Cit.*), David de Rothschild explique n'avoir jamais cru en DSK : « Il y a, chez DSK, ce « je ne sais quoi », cette réticence à se jeter dans le combat pour le pouvoir qui le gêne. « François Hollande, n'est-ce pas ? », continue-t-il. [...] Dans la maison, Emmanuel Macron, le plus jeune associé-gérant de la banque, a déjà rejoint l'équipe du futur candidat socialiste et travaille d'arrache-pied pour lui fournir des notes sur les sujets les plus divers ».

Payé par « la maison » pour plancher au programme du candidat socialiste, Emmanuel Macron participe parallèlement, et sous l'étrange pseudonyme d'**Éric Suleiman**, à la rédaction de *80 propositions qui ne coûtent pas 80 milliards*, un ouvrage programmatique publié en 2012 et coordonné par le sociologue **Patrick Weil**. Longtemps personnalité influente du Parti socialiste, ce dernier a joué un rôle essentiel dans l'immigration, les naturalisations, les régularisations d'immigrés clandestins et les réformes du code de la nationalité depuis le début des années 1980, étant sans nul doute l'un des principaux responsables de l'évolution ethnique de la population française. À ses côtés, Emmanuel Macron a participé, en 2007, au lancement de *Bibliothèques sans frontières*, une ONG pro-immigration soutenue par les *Fondations Soros*, dont il sera statutairement le trésorier jusqu'en 2012.

Depuis les bureaux de **Rothschild & Cie**, Emmanuel Macron a donc déjà intégré l'équipe du futur candidat socialiste, en se gardant bien de figurer dans l'organigramme officiel. En

COMITÉS

volontiers, le sérieux ingénieur des Mines se lance alors dans un récit hilarant d'un déjeuner millimétré avec de très sérieux investisseurs, un jour de Chavouot, place Vendôme.

« Arrivé un peu en avance, j'ai eu le malheur de souhaiter bonne fête à deux jeunes portant kippa... » Que n'avait-il fait ! On « l'embarque » aussitôt dans un immeuble du coin pour constituer un myniane. « 45 minutes plus tard, j'ai retrouvé mes investisseurs irrités et ma collaboratrice, avait, je dois le dire, le teint un peu cireux... »

Mais tout cela n'était pas en vain : « Je vous connais, m'a dit le Grand Rabbin de France, Haim Korsia, un jour de remise de la Légion d'Honneur, grâce à vous, un myniane a pu se constituer ! » Pas sûr que les économistes avertis aient su voir la « main invisible » dans le devenir énergétique du continent européen... »

LIONEL ERRERA : CONJUGUER BUSINESS, SOLIDARITÉ ET ESPRIT SPORTIF !

Le nouveau président du Cercle Abravanel de l'AUIF détaille autant son engagement communautaire que son ambition pour le Cercle. Entretien.

Vous relancez le Club Abravanel de l'AUIF, en le baptisant Cercle. Pourquoi ?

Je suis actif au sein du réseau communautaire juif depuis mes 25 ans, administrateur et membre du bureau exécutif de l'AUIF Copernic depuis près de 3 décennies. Je suis également trésorier de l'association des Amis du musée d'Israël à Paris. Depuis que j'ai fait évoluer mon activité professionnelle, en 2012, j'ai plus de temps, plus d'énergie à consacrer à cet engagement. Lorsque Ariel Goldmann, que je connais depuis 30 ans, m'a demandé de reprendre ce cercle, j'étais ravi et honoré, évidemment. Je souhaite vraiment qu'au sein du Cercle Abravanel, nous puissions être utiles à nos donateurs et rendre ainsi hommage à leur engagement.

De quelle façon ?

En leur offrant des rencontres avec des personnalités inspirantes, comme Patrick Kron, pour ce premier rendez-vous, mais aussi un cadre au sein duquel conjuguer business et solidarité. Je souhaite que les uns et les autres puissent se rencontrer, dialoguer, qu'un chef d'entreprise puisse échan-

ger avec un homme ou une femme politique, un talent à embaucher ou un autre chef d'entreprise. J'ai même en tête de développer une plateforme sur laquelle des chefs d'entreprise pourraient poster des offres d'emplois, de stage ou s'engager à coacher des jeunes. En somme, nous souhaitons pouvoir offrir des opportunités diverses et en particulier dans le monde du travail.

Votre engagement caritatif passe aussi par la pratique sportive, le trek notamment. Vous comptez lancer des défis à vos membres ?

C'est vrai ! J'ai eu la chance de partir avec des amis israéliens à l'ascension du Kilimandjaro, en 2014. L'année dernière, durant l'ascension de Island Peak (6189 m) dans la chaîne de l'Himalaya, mes amis étant pratiquants, nous avons célébré ensemble le plus haut shabbat du monde, à 4730 mètres d'altitude ! À chaque expédition, j'ai souhaité marcher utile. J'ai ainsi sollicité tous mes contacts afin de collecter 62 000 €, pour deux fondations dont je suis proche. Je n'ai pas réussi à obtenir l'intégralité de la somme, mais les fonds réunis ont été d'une grande aide pour ces deux structures. L'une d'elle accueille des personnes atteintes de handicaps lourds. Mon frère, décédé il y a peu, y a vécu 39 ans. C'est donc une cause qui me touche et j'ai souhaité que la première réunion du Cercle, aujourd'hui, lui soit dédiée.

outre, son rôle d'intermédiaire entre la banque et la candidature Hollande a occupé l'essentiel de son temps au cours de ses derniers mois passés chez Rothschild (« il travaille d'arrache-pied »).

Tout concorde donc pour dire qu'il n'avait ni le temps ni les compétences techniques pour être le grand ordonnateur de l'opération *Nestlé/Pfizer* « exécutée » le 24 avril 2012, c'est-à-dire entre les deux tours de l'élection présidentielle... Le rôle d'Emmanuel Macron dans le fameux deal, et les 1,5 million d'euros de commission qu'il aurait perçus à cette occasion (la moitié de sa rémunération officielle pendant ses quatre années chez **Rothschild & Cie**) ne constitueraient-ils qu'une opération de communication destinée à fournir une justification médiatique à une rémunération pour son rôle de superviseur du futur président de la République pour le compte de David de Rothschild ?



ENQUÊTE

Bizarrement, le deal Nestlé/Pfizer deviendra la pierre angulaire de sa légende dorée (« le Mozart de la Finance ») servie à l'été 2012, dans la foulée de sa nomination à l'Élysée. Là encore, on peut s'étonner de l'expression « Mozart de la Finance », un élément de langage qui, par le passé, a désigné deux « as déchu », à savoir **Jean-François Hénin** (affaire du Crédit lyonnais) et **Jean-Marie Messier** (qui conduisit la Compagnie générale des eaux au bord de la faillite).

Pour accréditer le rôle de Macron dans l'opération Nestlé/Pfizer, **Jean-Michel Darrois** fut mis à contribution pour narrer la rencontre entre **Hans Peter Frick**, le directeur juridique de Nestlé, membre de sa commission sur les professions du droit (2009), une autre commission dont **Emmanuel Macron** avait été le rapporteur sur son temps de travail chez **Rothschild**. **Jacques Attali** aussi fut sollicité pour raconter le coup de foudre entre le PDG de Nestlé **Peter Brabeck-Letmathe** et le jeune rapporteur-adjoint de sa commission...

Mais dans les « fusions & acquisitions » ou « M&A », un deal donne lieu à une « fiche de deal » où sont signalés les noms des « conseils acquéreur », des « conseils cédant » ainsi que leurs employeurs qu'ils soient « financiers » (banques) ou « juridiques » (cabinets d'avocats d'affaires). Or étonnamment, nous n'avons pas retrouvé de trace d'un Emmanuel Macron sur une « fiche de deal » Nestlé/Pfizer. De façon tout à fait inhabituelle, la fiche disponible sur Cfnews, un site d'information financière hors de prix considéré comme l'outil de référence en la matière, ne comprend quasiment aucune information. À titre de comparaison, voici la mention du « financier » Emmanuel Macron agissant comme « conseil acquéreur » lors du rachat de Lesieur Cristal par Sofiprotéol. En accès libre, ces informations ont été mises en ligne le 18 juillet 2011 par Les Échos Capital Finance.

À la une

Devis Privé Equity

Devis M&A

Fonds

Acteurs

Analyses

Orbit

Capital Finance

Sofiprotéol raffine Lesieur Cristal

Publié le 18 juil. 2011 à 10h05

Sofiprotéol fait un pas de géant au Maghreb. Zone prioritaire de son développement à l'international, le groupe - émanation de la filière française des oléagineux - s'offre 41 % de Lesieur Cristal, le numéro 1 des huiles de table au Maroc. Il a signé cette opération via le holding Soprol, l'entité notamment propriétaire de Lesieur (France) qu'il détient à 68 %, aux côtés du FSI (19 %). Et ce pour 115 M Euros, versés au holding royal SNI. Le jeu en valait la chandelle, puisque sa cible dispose d'une capacité de raffinage de 460 000 tonnes et d'une capacité d'embouteillage de 300 millions de litres... De quoi se prévaloir d'une part de marché d'environ 60 % ! Et ce même si l'année écoulée fut difficile, car marquée par une envolée des cours des oléagineux - ce qui s'est traduit par un bénéfice net de 14 M Euros, pour un chiffre d'affaires de 312 M Euros. Néanmoins, Sofiprotéol s'ouvre à un vaste marché, le Maroc étant un très gros consommateur d'huiles de table. Tout en ne cachant pas ses ambitions dans le reste du Maghreb. Dans la corbeille, d'ailleurs, il récupère indirectement les parts de Lesieur Cristal dans Cristal Tunisie, se retrouvant du même coup actionnaire majoritaire (70 % du capital) de cette société créée il y a quelques années par Lesieur et par Lesieur Cristal, pour se développer sur le marché tunisien.

Conseils acquéreur (financier) : Rothschild & Cie (Emmanuel Macron) ; **Juridique :** Norton Rose (Alain Malek) - **Conseils cédant (financiers) :** Lazard (Bruno Roger, Stéphane Droulers), Leonardo (Jean Peyrelevede) ; **Juridique :** Naciri & Associés - Gide Loyrette Nouel (Hicham Naciri)

Le rôle d'Emmanuel Macron est cette fois clairement documenté et sa participation au deal ne fait donc aucun doute. On peut toutefois s'étonner que, contrairement à son rôle supposé auprès de la multinationale suisse Nestlé (qu'il

n'a donc vraisemblablement jamais joué), son intervention aux côtés de Sofiprotéol n'ait pas été intégrée à sa légende dorée alors qu'elle aurait pu être racontée comme une contribution à l'expansion d'un géant français de l'agroalimentaire à l'international...

Dans une des très rares évocations de l'opération Sofiprotéol/Lesieur Cristal, Le Point (Macron, ses années Rothschild, 11 mai 2017) insiste sur le fait que « Macron empoche sa commission pour la banque », ayant mené à bien ce « dossier à part, à la fois technique et très politique ». Pour Sofiprotéol, il s'agissait en effet de mettre la main sur le fabricant marocain d'huile d'olive Lesieur Cristal, à l'occasion de la vaste refonte du Groupe ONA, la holding personnelle du roi du Maroc. Par la suite, Sofiprotéol a été rebaptisée Avril en 2015. Et **Xavier Beulin** qui en présidait le conseil d'administration (plus connu comme président de la FNSEA), est décédé d'une crise cardiaque à l'âge de 58 ans, quelques semaines avant l'élection présidentielle, le 19 février 2017.

Ce deal a-t-il un lien avec le document publié dans le F&D 437 (cf. Un Palais à vendre) suggérant que le palais Dar Olfa situé dans la Palmeraie de Marrakech serait détenu, au moyen d'un montage fiscal complexe, par Emmanuel Macron en copropriété avec le couple formé par l'héritière tunisienne **Olfa Terras** et le financier **Guillaume Rambourg** dont le nom apparaît parmi les « poissons-pilotes » et les « grands donateurs » d'Emmanuel Macron en 2017 ? Pour avoir publié et posé la question de l'authenticité de ce document sorti du greffe du tribunal de commerce de Marrakech, nous avons subi des pressions en tout genre. Nos questions sont restées sans réponse tandis que le palais Dar Olfa, jusqu'alors en vente chez Christie's Real Estate pour 50 millions de dollars, était laissé à l'abandon. L'affaire a fait du bruit au Maghreb quand l'Élysée a ouvertement soutenu la candidature d'Olfa Terras lors de l'élection présidentielle tunisienne de 2019, poussant Guillaume Rambourg à reconnaître qu'il était bien propriétaire du domaine de Dar Olfa, tout en se dissociant d'Emmanuel Macron (cf. Accueil VIP pour Guillaume Rambourg, Maghreb Confidentiel, 26 juillet 2018). Aucune enquête n'a été ouverte après cette communication, et ce malgré la similitude, à la fois géographique et fiscale, entre Dar Olfa et Dar Gyucy, le palais voisin récemment mis en lumière lors du procès Balkany.

Un jeton sans valeur

Les questions soulevées précédemment renvoient non seulement au patrimoine d'Emmanuel Macron, mais aussi, en substance, au niveau de perméabilité entre l'« Inspection » et la banque Rothschild. Il est trop méconnu que lors de sa « pantoufle », en septembre 2008, celui qu'**Alain Minc** a surnommé le « petit Macron » a été exempté de la procédure obligatoire, à savoir le placement en disponibilité de la fonction publique selon l'article 44b du décret 85-986, avec publication de l'arrêté signé par le ministre au Journal officiel. Un règlement auquel s'est par exemple soumis **François Pérol**, inspecteur des finances, qui après avoir été le directeur de cabinet adjoint de **Nicolas Sarkozy** à Bercy, avait accédé à l'« association » chez Rothschild & Cie en 2005, avant de retrouver, deux ans plus tard, Nicolas Sarkozy en tant que conseiller économique à l'Élysée où il laissera son bureau à Emmanuel Macron en 2012.

ENQUÊTE

D'un point de vue légal, Emmanuel Macron n'a donc jamais quitté la fonction publique (c'est-à-dire l'IGF dont il n'est officiellement pas membre...) pendant toute la durée de son passage chez Rothschild & Cie entre 2008 et 2012. Il ne fut donc jamais « réintégré » lors de sa nomination auprès de **François Hollande** à l'Élysée, le 14 mai 2012. « Je n'ai jamais vu ça », a réagi **Jacques Arrighi de Casanova**, président adjoint de la section du contentieux du Conseil d'État et président de la commission de déontologie de la fonction publique, lorsque **Marianne** (24 octobre 2014) lui a soumis le cas Macron.

Aussi, depuis son passage chez Rothschild & Cie, **Emmanuel Macron** passait-il pour « suffisamment riche pour être à l'abri du besoin jusqu'à la fin de ses jours » (*Libération*, 27 août 2014). Mais ses déclarations de patrimoine successives fournies à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) à partir du mois d'octobre 2014 ont provoqué l'hilarité générale, son patrimoine net y apparaissant largement en deçà de celui de la moyenne des Français. Tout ce qu'il était censé avoir empoché chez Rothschild, selon sa légende dorée, s'était envolé. On consultera sur le sujet *Les Millions évaporés de Rothschild* (*L'Obs*, 5 janvier 2017) ainsi que les travaux très poussés de **Jean-Philippe Delsol**, avocat et président de l'Institut de recherches économiques et fiscales (IREF)... Bien que validées par la HATVP que présidait alors **Jean-Louis Nadal** (cacique de la magistrature, franc-maçon, militant socialiste, etc.), les déclarations d'Emmanuel Macron ont eu au moins le mérite de montrer l'opacité des rémunérations chez Rothschild & Cie.

Est apparu à cette occasion un bien étrange « jeton » : une part unique de 16 euros permettant aux « associés-gérants » d'être intéressés aux bénéfices des filiales étrangères de la banque, donc d'être rémunérés à partir de dividendes calculés sur des bénéfices réalisés hors de France. « C'est l'équivalent d'un dividende unique d'une action qui n'a aucune valeur », balayait d'un revers de la main un représentant de Rothschild & Cie dans le *JDD* (19 mars 2017), dans une réponse adressée à **Jean-Philippe Allenbach**, un ancien trader chez Bank of America, qui s'interrogeait sur une dissimulation de patrimoine au moyen de portefeuilles d'actions fantômes. Devant le montant des dividendes fourni à la HATVP – 561 582 euros empochés, entre 2011 et 2012, au titre du « jeton » de 16 euros par l'associé-gérant Emmanuel Macron – on ne peut que s'étonner de l'absence d'enquête des autorités fiscales sur l'actif sous-jacent sur lequel porte cette « action sans valeur »...

Et bien qu'il soit « sans valeur », Emmanuel Macron a tenu à faire savoir qu'il avait consciencieusement cédé son « jeton », le 15 mai 2012, jour de son arrivée à l'Élysée comme secrétaire général adjoint de François Hollande. Pour ce faire, un document présenté comme émanant des services d'**Yvonne Fontaneau**, agent administratif des Finances publiques dans le VIII^e arrondissement de Paris, a été publié sur Internet (cf. *Encadré*). Cette preuve « irréfutable » de la cession par Emmanuel Macron de ses actifs Rothschild n'a toutefois jamais fait l'objet d'un examen d'authenticité qui pourrait confirmer ou infirmer les informations contenues dans ce document.

Par ailleurs, la consultation du *Bulletin des annonces légales obligatoires* (cf. *Encadré* page 11) permet de documenter la relation entre Emmanuel Macron et la Financière Rabelais, avec 20 actions s'élevant chacune à 18 609,36 euros, auxquelles s'ajoutent 25 440 « actions nouvelles » d'une valeur de 2 euros. Alors qu'Emmanuel Macron s'apprête à rejoindre l'Élysée, les « convocations » mentionnent clairement une relation d'intérêt avec deux véhicules, la Financière Rabelais et Paris Orléans. Nous n'avons pas trouvé de trace de vente ou de cession de ces actions dans les déclarations d'Emmanuel Macron...

D'autant que cette assemblée d'actionnaires et de porteurs de parts, organisée entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2012, s'est inscrite dans une vaste réorganisation des holdings familiales Rothschild, une refonte visant à faire de Paris Orléans, la structure regroupant l'ensemble des activités françaises et britanniques de la famille, dont la quasi-totalité du capital de Rothschild & Cie Banque. Pour ajouter à

l'opacité des rémunérations entretenue par « la maison », Paris Orléans a été rebaptisée Rothschild & Co en 2015.

On sait toutefois qu'au milieu de ce nuage de fumée allumé au moment crucial de l'« ascension programmée » d'Emmanuel Macron, la Financière Rabelais est restée un vecteur d'actionariat au sein de l'entité nouvellement créée comme le stipule le rapport annuel de la banque : « Dans le cadre de la réorganisation du groupe le 8 juin 2012, des accords de lock-up [NDA : clause engageant un actionnaire à ne pas céder ses titres pendant une période donnée] ont été conclus. Dans ce cadre, des pactes d'actionnaires ont été signés avec les actionnaires contributeurs non-membres de l'Enlarged Family Concert, qui ont apporté leurs participations dans Rothschild & Compagnie Banque SCS et leurs parts dans Financière Rabelais SAS ».

BORDEREAU DE CESSION	
CEDANT	Monsieur Emmanuel MACRON né le 21 décembre 1977 à Amiens (80) 8 Cité Falguière 75015 Paris
CESSIONNAIRE	ROTHSCHILD & CIE BANQUE société en commandite simple au capital de € 24 530 190 29, avenue de Messine 75008 Paris 323 317 032 RCS Paris
PART CEDEE	1 part de ROTHSCCHILD & CIE Société n'étant pas à prépondérance immobilière société en commandite simple au capital de € 1 600 000 composé de 100 000 parts sociales 23 bis, avenue de Messine 75008 Paris 349 066 613 RCS Paris
PRIX DE CESSION	€ 16 la part soit un montant de € 16
DATE DE CESSION	15 mai 2012

Le document censé prouver qu'Emmanuel Macron a rompu ses liens financiers avec Rothschild & Cie sera démenti par sa propre déclaration à la HATVP deux ans plus tard.



ENQUÊTE

CONVOCATIONS

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

PARIS ORLEANS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 65.031.174 €
Siège social : 23 bis, avenue de Messine, 75008 Paris,
302 519 228 R.C.S. Paris.

Avis préalable à l'Assemblée Générale du 8 juin 2012.

Mesdames et Messieurs les actionnaires et titulaires de certificats de droit de vote sont convoqués en Assemblée Générale Mixte (Ordinaire et Extraordinaire) qui se tiendra le 8 juin 2012, à 9h30 à l'auditorium de Capital 8 (à droite en entrant), situé au 32, rue de Monceau, 75008 Paris, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions exposés ci-après.

Cinquante-huitième résolution (Approbation de l'apport (et de son évaluation) à la Société des actions de la société Financière Rabelais de M. Emmanuel Macron). — L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce par renvoi de l'article L. 226-1 dudit Code :

- connaissance prise notamment :
- du rapport du Directoire ;
- du rapport des commissaires aux apports ;
- du traité d'apport en nature établi par acte sous seing privé (le « Traité Emmanuel Macron ») relatif à l'apport en nature soumis au régime de droit commun de l'article L. 225-147 du Code de commerce, consenti à la Société par M. Emmanuel Macron, associé de la société Financière Rabelais, et aux termes duquel M. Emmanuel Macron fait apport à la Société de 20 actions de la société Financière Rabelais — une société par actions simplifiée à capital variable de droit français, au capital minimum de 38.112 euros dont le siège social est situé 3 rue de Messine, 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 389 530 411 — sous réserve des conditions visées à l'article 6 du Traité Emmanuel Macron (l'« Apport Emmanuel Macron ») ;
- approuve, sous condition suspensive de la réalisation des conditions visées à l'article 6 du Traité Emmanuel Macron (autres que l'approbation de l'Apport Emmanuel Macron, de son évaluation et de sa rémunération par la présente Assemblée), le Traité Emmanuel Macron dans toutes ses stipulations et l'Apport Emmanuel Macron placé sous le régime de droit commun de l'article L. 225-147 du Code de commerce, et notamment :
- le fait que la réalisation définitive de l'Apport Emmanuel Macron, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées à l'article 6 du Traité Emmanuel Macron, interviendra à la date de la présente Assemblée générale ;
- la réalisation de l'Apport Emmanuel Macron sur la base de la valeur réelle des actions de Financière Rabelais apportées ;
- l'évaluation des actions de Financière Rabelais apportées dans le cadre de l'Apport Emmanuel Macron, soit 18.609,36 euros par action ;
- les modalités de rémunération de l'Apport Emmanuel Macron, aux termes desquelles M. Emmanuel Macron se verra attribuer 25.440 actions nouvelles à émettre par la Société, d'une valeur nominale unitaire de deux euros ;
- le fait que les actions nouvelles de la Société émises en rémunération de l'Apport Emmanuel Macron seront soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société dès leur émission, sous réserve qu'elles porteront jouissance à compter du 1^{er} avril 2012 et donneront droit uniquement aux dividendes ou acomptes sur dividendes versés par la Société au titre de l'exercice 2012/2013 et des exercices suivants ;
- prend acte de l'approbation, par acte séparé, par les sociétés PO Commandité et PO Gestion, en leur qualité d'associé commandité, de la présente délibération.

Le quorum et la majorité sont calculés conformément aux dispositions de l'article L. 225-10 du Code de commerce.

La réorganisation statutaire chez Rothschild au printemps 2012, période charnière de l'« ascension programmée » d'Emmanuel Macron, ne serait-elle qu'un vaste écran de fumée ?

Si les Français sont invités à accorder le bénéfice du doute à Emmanuel Macron et à imaginer qu'il a rigoureusement rompu ses liens économiques avec son employeur, sa déclaration à la HATVP de 2014 mentionne des « titres ouverts dans les livres Rothschild & Cie : 185 parts de fonds de placement dans les PME : 31 936 € (fonds captif proposé aux salariés de Rothschild & Cie, souscription en mars 2012 (fonds non liquide géré par une équipe indépendante) ». En 2016, Emmanuel Macron déclare encore « 217 parts de fonds de placement dans les PME : 51 338 € » et « fonds de placement dans les PME : 61 516 € (pourcentage de participation dans le capital social : 0,5 %) » en 2017. A-t-il continué à souscrire à des fonds de placement réservés aux salariés de Rothschild & Cie pendant le quinquennat de François Hollande, alors qu'il était en poste à l'Élysée puis à Bercy ? Ses déclarations à la HATVP le laissent clairement entendre...

Dix jours avant l'annonce officielle de la candidature d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle de 2017, le JDD faisait le point sur l'engagement politique des financiers parisiens et feignait de s'étonner du « mutisme de Grégoire Chertok, associé-gérant chez Rothschild et longtemps soutien de Jean-François Copé, d'Emmanuel Goldstein de Morgan Stanley jusqu'ici proche de Nicolas Sarkozy. Et quid

de François Henrot et de Laurent Baril, eux aussi piliers de Rothschild ? » (JDD, 6 novembre 2016). La suite est connue avec la mise en branle, au prétexte du contrat d'assistante parlementaire de l'épouse de François Fillon (une pratique plus que répandue jusqu'alors...), du grand orchestre médiatico-judiciaire avec les mêmes réseaux et les mêmes canaux que ceux qui, en 1981, avait torpillé la réélection de Valéry Giscard d'Estaing, ce président qui « regardait Israël depuis la Jordanie avec des jumelles... ». Au terme de cette séquence (à méditer en pensant au mur du silence qui s'est érigé autour des disques durs d'Hunter Biden), tous ceux qui avaient trahi François Fillon furent dûment récompensés, selon les pratiques de « la maison »...

Quand « la Maison » se porte garante

Contrairement à une idée reçue, la participation aux levées de fonds ne constitue pas l'essentiel du rôle de la galaxie Rothschild dans le volet financier de la campagne d'Emmanuel Macron. Aussi ponctuelle que stratégique, l'intervention de ce réseau a en fait porté sur la garantie apportée à un double prêt que le candidat ne pouvait pas se voir octroyer en vertu de la double rationalité économique et



ENQUÊTE



électorale. Il faut en effet rappeler que, pour éviter d'éveiller les soupçons de **François Hollande** dont il était le ministre de l'Économie, **Emmanuel Macron** avait lancé **En Marche!** en tant que simple association loi 1901. Faute d'élus, cette association ne bénéficiait d'aucune subvention publique. Et faute d'actif immobilier pouvant être utilisé comme garantie, l'octroi de prêts bancaires était loin d'être acquis. S'il ne disposait pas des leviers classiques, les **MacronLeaks** ont montré qu'Emmanuel Macron avait dans sa manche un joker : la carte Rothschild. Sans certitude d'arriver au deuxième tour, sans trésorerie, sans parti politique, sans caution valable et sans immobilier à apporter en garantie, Emmanuel Macron n'aurait pas pu obtenir – en son nom – deux prêts d'un montant total de 12 millions d'euros : 8 en provenance de l'assureur allemand **Allianz** et 4 de la **BRED**.

L'explication se niche dans le garant d'Emmanuel Macron auprès d'**Allianz** : **Siaci Saint-Honoré** (cf. *Encadré*). Inconnu du grand public, ce petit empire du courtage d'assurances est présidé par **Pierre Donnersberg** depuis son lancement, en 1988, comme filiale de la **Compagnie financière Edmond de Rothschild**. Natif d'Oran (on consultera son témoignage dans *L'Exode des pieds-noirs 1962-2012*, Michel de Maule, 2012), ce franc-maçon de la **GLNF** (ancien vénérable des loges **Le Lion de l'Atlas** n° 729 et **L'Éveil** n° 1343, membre ou ancien membre de la loge **Jérusalem** n° 909) fut introduit dans le giron de la branche franco-suisse de la famille par le tout-puissant **Bernard Esambert**, éminence grise du président **Georges Pompidou** et président de la financière Rothschild. Le parrainage d'Esambert explique sans doute que **Siaci** ait pu très vite se tailler la part du lion, notamment sur une niche telle que le risque nucléaire, détenant entre 90 et 95 % du marché français (avec habilitation Défense) depuis plus de vingt ans.

Comme **Maurice Lévy**, le président du conseil de surveillance de **Publicis Groupe**, et **Robert Badinter**, le cofondateur du cabinet **Bredin Prat**, **Pierre Donnersberg** passe, auprès de la famille, pour un des médiateurs entre les branches parisienne et franco-suisse, notamment en froid, malgré une participation réciproque de 7,2 % dans leurs établissements. Par le passé, **David de Rothschild** a ainsi contrôlé jusqu'à 35 % du capital de **Siaci Saint-Honoré**. Toujours dans le giron familial, **Donnersberg** siège aux conseils d'administration de l'**Hôpital Fondation Adolphe de Rothschild** et des **Edmond de Rothschild Foundations**. Sans toutefois rappeler son CV d'homme de main des Rothschild, *L'Argus de l'assurance* (28 juin 2017) a été le seul média à relever son rôle capital dans le financement de la candidature Macron : « Le 4 avril, les deux emprunts et le contrat d'assurance sont signés au QG d'Emmanuel Macron en présence notamment de **Pierre Donnersberg**. [...] Sans lui, Emmanuel Macron n'aurait peut-être pas pu financer sa campagne. Pierre Donnersberg, président de Siaci Saint-Honoré, a joué un rôle clé dans la constitution d'une police d'assurance permettant au candidat d'En Marche! d'emprunter 8 M€. ».

Par pure « coïncidence », **Pierre Donnersberg** s'est vu remettre les insignes d'officier de la Légion d'honneur, en juin 2016, dans les salons de l'Hôtel des ministres de Bercy par Emmanuel Macron en personne... Dix mois plus tard, le même **Donnersberg** présidera à la signature des prêts à la campagne d'Emmanuel Macron...

(Suite au prochain numéro)

Affaire nouvelle
Contrat n° : 57 769 994
Dispositions Particulières
 Ce contrat fait l'objet d'une coassurance

Assureur Conseil
SOUSCRIPTEUR

SIACI SAINT HONORE
 18, rue de Courcelles
 75008 PARIS

Monsieur MACRON Emmanuel
 Président d'En Marche
 10 rue Joseph Bara
 75006 Paris

Code Allianz de l'intermédiaire :
 Code ORIAS :

Chapitre I – Le contrat

Contrat N° 57 769 994

Date d'effet des garanties 18/03/2017
 Date de fin des garanties 23/04/2017
 Cotisation nette (à laquelle s'ajoutent les frais et taxes en vigueur) 213.333,34 EUR
 Frais hors taxe 54,56 EUR
 Taxes* 19.204,91 EUR
 Cotisation totale perçue 232.592,81 EUR
 (* 5% de taxe d'assurance)

Nature des garanties	Garantie souscrite	Montant maximum garanti pour la durée des garanties
Garantie « Non dépassement des 5% des suffrages exprimés »	OUI	8.000.000 EUR

Le 23 avril 2017, et vous remplissez tous les conditions d'éligibilité pour être candidat.

- Vous vous engagez à respecter l'ensemble des formalités requises pour être candidat, et notamment rechercher activement les 500 parrainages des 500 élus maires de commune de France pour pouvoir vous présenter,
- Vous n'êtes sous le coup d'aucune procédure judiciaire susceptible de vous empêcher de vous présenter au premier tour de l'élection présidentielle française,
- Vous n'avez pas connaissance, au jour de la signature du présent contrat, d'un événement susceptible d'engager les garanties du présent contrat,
- Vous n'êtes pas titulaire auprès d'un autre assureur d'un contrat de même nature.

Votre cotisation tient compte de l'ensemble de vos réponses. Il est rappelé que l'inexactitude des déclarations aux questions posées ci-dessus entraîne l'application des sanctions prévues par le Code des Assurances aux articles L 113-8 (nullité du contrat) ou L 113-9 (réduction des indemnités).